

Des ados israéliens en première ligne de la colonisation



Depuis le 7-October, les jeunes Israéliens responsables des exactions les plus violentes envers les Palestiniens de Cisjordanie sont le bras armé d'un système soutenu et financé par l'Etat israélien qui vise à les chasser de leurs terres.

REPORTAGE

CÉCILE LEMOINE
ENVOYÉE SPÉCIALE À RAS EIN AL-AUJA
(CISJORDANIE OCCUPÉE)

Ses doigts sont levés en forme de V. Le V de la victoire. Monté sur un petit âne, entouré d'un troupeau de chèvres et le visage masqué par un foulard, un jeune colon israélien fanfaronne non loin des familles palestiniennes qui rangent leur vie dans des camions. Au mois de janvier, les habitants de Ras Ein Al-Auja, dernière communauté bédouine de la vallée du Jourdain, ont quitté les terres où leurs familles s'étaient installées en 1948. « Vous avez perdu », leur ont lancé ces jeunes quelques jours avant : « Où que vous alliez, nous viendrons. Vous n'avez pas d'avenir ici. »

Les foulards cachent des visages juvéniles. Voilà près de deux ans que ces adolescents israéliens se sont installés dans trois avant-postes pastoraux (fermes illégales) aux franges du village et qu'ils multiplient les exactions : incursions, vols de troupeaux, actes de vandalisme et attaques sont quotidiennement documentés par des activistes israéliens et internationaux qui se relaient pour y assurer une « présence protectrice » 24 h sur 24. Tous se disent choqués par la jeunesse des garçons responsables de ce départ forcé. « Certains n'ont pas plus de 16 ans », affirme Ariel, un activiste de Tel-Aviv qui vient toutes les semaines à Ras Ein Al-Auja. Selon *Haaretz*, le gouvernement israélien pourrait tenter de contrer le phénomène en évitant une approche répressive, malgré les pressions internationales.

Comme ailleurs en Cisjordanie occupée, des adolescents sont en première ligne du mouvement de colonisation, dont la mécanique implacable se rode

avec les années : « Chaque ferme illégale est gérée par un adulte armé, aidé par plusieurs jeunes volontaires chargés de faire paître les troupeaux sur les terres palestiniennes pour en chasser les habitants », détaille Yoram Sorek, un activiste israélien : « Ces ados opèrent selon des règles précises. Ils sont organisés : ils savent quoi dire, quoi faire et sont régulièrement au téléphone avec leurs responsables. Ils agissent comme une armée et leurs crimes restent quasi impunis. »

Un mode de fonctionnement qui a contribué au déplacement forcé d'environ 3.900 Palestiniens à travers la Cisjordanie en trois ans d'après un rapport de l'Ocha (le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU) de fin 2025, lequel estime que 33 communautés sont désormais complètement vidées de leurs habitants. La violence des colons a atteint des records en 2025 : 1.680 attaques ont été recensées. Du jamais vu.

Lors d'une interview avec la chaîne Fox News le 31 décembre, Binyamin Netanyahu a minimisé le phénomène, parlant comme « d'une poignée de jeunes délinquants (...), une soixantaine d'adolescents issus de familles brisées qui abattent des arbres, et parfois essaient d'incendier une maison ». L'armée et le Shin Bet (le service de renseignement intérieur israélien), qui surveillent cela de près, ont estimé le 19 janvier qu'environ 300 « extrémistes juifs » étaient impliqués dans ces attaques en 2025, dont 70 qualifiés de fanatiques « endurcis ».

« Je ne voyais pas les Palestiniens comme des individus »

Dov Morel en a fait partie. Elevé dans la colonie de Talmon, non loin de Ramallah, le jeune homme a vécu dans les avant-postes illégaux de Judée-Samarie (le nom biblique de la Cisjordanie) de ses 16 à ses 21 ans : « Le quotidien était très violent », se souvient Dov Morel, désormais âgé de 32 ans. « De l'enseignement religieux radical qu'on recevait, aux affrontements avec la police, en passant par les attaques de Palestiniens, qui étaient la norme. » Condamné pour « incitation à la violence » après des exactions commises en 2015, il a depuis changé de vie en s'engageant dans la défense des droits de l'homme. « Il y a dix ans, le mouvement était divisé. Certains disaient que le but principal était de suivre le commandement biblique de s'installer sur la Terre d'Israël. D'autres affirmaient que l'objectif était de faire partir les non-juifs. Personnellement, je voyais les choses à travers un prisme religieux et national qui m'empêchait de voir les Palestiniens comme des individus », relit-il aujourd'hui.

Les avant-postes pastoraux (au

nombre de 175 en 2025) bénéficient aujourd'hui de « programmes de volontariats agricoles » gérés par des ONG comme Hashomer Yosh (« Les gardiens de Judée-Samarie »). Fondée en 2013, elle dit vouloir « protéger la terre » et aide 24 fermes illégales en y envoyant de la main-d'œuvre ou en fournissant du matériel agricole et sécuritaire. Deux de ces fermes entourent Ras Ein Al-Auja. Hashomer Yosh fait partie des organisations de « colons violents » sanctionnées par Joe Biden en août 2024.

« La Bible dit qu'il faut habiter cette terre »

« Ces ONG ultranationalistes jouent sur une vision romantique du sionisme, celle du retour à la terre, du "nouveau juif", pour recruter des jeunes en quête de sens et d'actions », explique Dror Etkes, expert israélien de la colonisation : « Parce qu'elles leur offrent un cadre de vie, certaines sont officiellement reconnues comme des foyers d'accueil par les services sociaux et bénéficient d'argent public. » Entre 2019 et 2023, Hashomer Yosh a bénéficié de 7,5 millions de shekels (deux millions d'euros) de subventions.

Un groupe de 150 femmes (le Forum des mères de jeunes des collines), se rebiffe contre l'assimilation de leurs fils à des « délinquants marginaux ». « La

Bible dit qu'il faut habiter cette terre, c'est cette mission qui anime nos garçons », appuie Rachel Sela, l'une des membres de ce forum, rencontrée dans la colonie de Shilo. « Sans arme, mais par leur présence courageuse, ils évitent l'expansion des villes arabes sur nos terres. » Cette rhétorique est souvent qualifiée « d'inversion de la réalité » par les activistes israéliens qui luttent contre la colonisation.

La violence de certains jeunes ne fait pas l'unanimité dans le monde des colons. Le chef du conseil régional du Gush Etzion, au sud de Jérusalem, a ainsi dénoncé « l'anarchie totale » qui régnait dans la région dans une lettre au gouvernement en septembre 2025, après que des groupes de jeunes israéliens se sont « illégalement » installés sur des collines, « empêchant le développement de la région ». « C'est ironique car tout le système des colonies est basé sur l'illégalité », souligne Dror Etkes en rappelant que toutes les colonies sont illégales au regard du droit international, et que certaines le sont aussi au regard du droit israélien. La question est : qui contrôle la violence légitime ? L'ancienne génération de colons veut croire qu'elle maîtrise la situation, alors que ce sont les jeunes qui sont désormais les fers de lance du mouvement et le radicalisent.

Dvir, un jeune colon d'environ 15 ans qui a participé à l'expulsion de la communauté palestinienne de Ras Ein Al-Auja en harcelant quotidiennement les habitants.

© CÉCILE LEMOINE

Une peine de mort réservée aux terroristes palestiniens en Israël

Une loi très controversée sur l'établissement par Israël de la peine de mort pour les « terroristes » a été adoptée lundi soir par la Knesset à la majorité de 62 voix pour et 48 contre. De facto, cette peine capitale ne s'appliquera qu'aux Palestiniens puisqu'elle sera infligée à tout terroriste ayant tué une personne « dans l'intention de nier l'existence de l'Etat d'Israël ». Les juges militaires, compétents en territoires palestiniens occupés selon la loi israélienne, seront tenus de condamner à mort les Palestiniens reconnus coupables de meurtre, sauf dans des circonstances exceptionnelles (non spécifiées) où la réclusion à perpétuité sera possible. Une fois infligée, la sentence de mort ne sera susceptible ni



© REUTERS.

d'appel ni de recours en grâce et sera d'office appliquée dans les 90 jours par pendaison. L'adoption de cette loi constitue une victoire importante pour l'extrême droite israélienne à la base du projet. Radieux, Itamar Ben-Gvir, le ministre de la Sécurité nationale ouvertement raciste, a servi le cham-

pagne à ses amis dans l'enceinte même de la Knesset après le vote (photo). Dès le 26 février, le journal *Haaretz* prévenait dans un éditorial : « Cette législation n'existe nulle part dans le monde démocratique – y compris dans les rares pays, comme les Etats-Unis, où la peine de mort est encore en vigueur (...) » Durant les mois précédents, des représentants des ministères israéliens de la Justice et des Affaires étrangères ainsi que de l'armée et des services secrets intérieurs avaient d'ailleurs contesté la pertinence de cette loi au sein de la commission de la Knesset qui en débattait, mais ils n'ont pas été entendus. Le Premier ministre Binyamin Netanyahu – visé par un mandat d'arrêt de la Cour pénale interna-

tionale pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité – l'a votée avec son parti (le Likoud), les partis d'extrême droite, les partis ultraorthodoxes et aussi le parti d'opposition très à droite Yisrael Beytenu. Les critiques, en Israël même, ont fusé. Des partis d'opposition et des ONG vont contester l'adoption d'une loi qu'ils estiment discriminatoire et illégale devant la Cour suprême. Celle-ci pourrait donc recaler la loi. Dans l'opposition, le député Gilad Kariv, membre de Démocrates (gauche), a lancé qu'il s'agissait d'une loi immorale qui contredit les valeurs fondatrices de l'Etat d'Israël en tant qu'Etat juif et démocratique, ainsi que les dispositions du droit international qu'Israël s'est engagé à respecter ». B.L.